

le visage du pays. Elle est comparable à celle des premières époques de la colonisation et de la mise en valeur du Canada.

En d'autres termes, nous sommes sur le point de connaître une crise beaucoup plus grave que toutes celles que nous avons vues jusqu'ici. C'est frappant si l'on songe que le ministre des Transports a laissé entendre à ses collègues du cabinet qu'il possédait certaines réponses. Il a pris sur lui de visiter tout le pays, sur les ordres du gouvernement, pour chercher à déceler les problèmes. Il a maintenant apporté une partie des solutions. Mais quelle a été sa propre réaction? A cela, je ne puis répondre. Le ministre est le seul à pouvoir le faire.

Aucun premier ministre n'a jamais reçu, après un an de pouvoir, un vote de défiance aussi retentissant que celui que lui a donné l'ex-ministre des Transports dans sa conférence de presse, et il a fait un travail excellent. Il était impossible de répondre à l'accusation portée contre le gouvernement pour avoir esquivé les problèmes si graves de l'inflation, de la pénurie de logements, des impôts élevés, de la dégradation urbaine, de la pollution et d'une foule d'autres encore. On nous a décrit un gouvernement occupé à fabriquer de toute pièce des problèmes à sensation, tandis qu'il se lavait les mains de ce qui touche le plus profondément la majorité des Canadiens.

C'est un membre du Nouveau parti démocratique qui disait—je l'ai déjà signalé et continuerai de le faire,—si vous jetez un coup d'œil du côté des États-Unis, vous constaterez qu'en persistant à ne pas tenir compte des griefs suscités par la négligence vis-à-vis de nombreux problèmes, comme celui de la pénurie de logements, l'expansion urbaine, vous créera bien des ennuis. Je m'étonne que le gouvernement actuel s'en tienne à des expressions comme la réforme constitutionnelle—cela est important, certes—et l'homosexualité. J'imagine que cela aussi est important. Le gouvernement ne doit pas oublier qu'il existe des problèmes de la vie quotidienne qu'il faut également résoudre. Tout ce que le premier ministre peut dire, c'est que le gouvernement fait son possible, mais voyez tout l'argent que nous dépensons. Rien ne saurait mieux démontrer l'exactitude des allégations de l'ancien ministre que cette réponse.

L'une des déclarations les plus révélatrices de l'ancien ministre, et sur laquelle la plupart des gens sont d'accord, c'est que l'on tait beaucoup plus de choses qu'on en a révélé au sujet de notre politique actuelle à propos de l'OTAN. C'est Peter Stursberg qui signalait la chose hier soir, à la télévision. Je me demande quelles sont les choses que l'on tait

[M. Alexander.]

au sujet de la démission du ministre. Quand on pense que cette déclaration vient d'un ancien ministre de la Défense, du responsable de l'unification, du créateur, pour ainsi dire, de la brigade mobile, actuellement en service en Europe, on ne peut que conclure à la gravité de la situation. La politique de défense est et continuera d'être une question vitale et de tous les instants. Comme les récentes déclarations du premier ministre représentent, pour ainsi dire, un désaveu des politiques ardemment préconisées par l'ancien ministre, l'inquiétude de ce dernier est compréhensible.

On pourrait dire du député actuel de Trinity (M. Hellyer), tout comme de Charles I^{er}, que son départ a été le plus beau moment de sa carrière ministérielle. Ceux qui ont assisté à sa conférence de presse et ont eu le privilège d'entendre ses dernières paroles, pour ainsi dire, nous ont dit que son maintien était digne et même hautain lorsqu'il s'est mis à dénigrer le premier ministre et ses anciens collègues. En d'autres termes, pour employer le langage de la rue que je connais très bien, il a dégommé le gouvernement. Il faut bien se dire que sa démission ne tient sûrement pas uniquement à un simple différend sur l'habitation. Le problème est traité aujourd'hui à cause de sa démission, mais je ne comprends pas pourquoi le premier ministre prétend que nous ne pouvons pas discuter les problèmes constitutionnels.

• (5.10 p.m.)

A mon avis, le ministre des Transports voulait, par sa démission, faire savoir non seulement au gouvernement et à la Chambre, mais au pays tout entier, que les choses n'allaient pas si bien de l'autre côté de la Chambre. Ce n'est pas plus compliqué que cela. Certes, le ministre des Transports s'inquiétait de voir le gouvernement incapable de mettre fin à la crise du logement dans notre pays. A cet égard, le ministre n'est pas seul. Nous l'appuyons. Mais il a placé cet échec sur un terrain qu'on n'avait pas utilisé jusqu'ici devant le peuple canadien: celui des différends d'ordre constitutionnel. J'aimerais citer ses paroles, car on dit qu'elles sont belles:

Personnellement, je ne puis accepter une théorie du fédéralisme qui, quel que soit en théorie son intérêt, ne répond pas aux besoins du peuple canadien.

La constitution est censée satisfaire les besoins de notre peuple: D'après le premier ministre, il se trouve qu'il est aujourd'hui absolument incapable, avec la collaboration des provinces et en s'adressant aux municipalités, de résoudre les nombreux problèmes urgents dans ce domaine car, comme il le dit, la constitution l'en empêche. Le ministre a souligné qu'il y avait entre lui et le premier ministre un grand fossé au sujet de la ques-